

FONDEMENTS
ÉCOLOGIQUE
ÉCONOMIQUE
SOCIAL
POUVOIRS PUBLICS
CITOYENNETÉ

# Banques : financer de façon responsable ?

Les banques exercent une influence importante sur l'ensemble de l'économie via les financements qu'elles accordent ou refusent. Suivant les pratiques adoptées, elles peuvent faciliter ou obérer le financement du développement durable. Au-delà des effets d'affichage, les initiatives permettant d'accroître ce type de financement restent limitées.

## Le secteur bancaire face au développement durable

- Comme les autres entreprises, les banques sont concernées par l'élargissement des critères de gestion interne à prendre en considération avec le développement durable. Pratiquement un métier à empreinte écologique limitée et gérant un personnel en moyenne mieux formé et mieux rémunéré que la moyenne, il leur est relativement aisé de se mettre en conformité avec les standards de gestion interne en matière de développement durable.
- L'activité bancaire a une très forte influence sur le reste de l'économie à travers son financement. La prise en compte du développement durable conduit les banques à élargir leur grille d'analyse des risques pour mieux évaluer les impacts écologiques et sociaux des financements qu'elles accordent. Depuis 2002, plusieurs grandes banques internationales ont adopté les « principes de l'Équateur » dans leur activité de financement de projets. Celles qui refusent cette démarche s'exposent aux pressions croissantes exercées par la société civile.
- Les banques les plus innovantes découvrent de nouvelles activités qui se développent grâce au développement durable : marché de permis d'émission, financements écologiques...

## Initiatives des banques en faveur du développement durable

- Tous les grands établissements bancaires ont été prompts à intégrer les thématiques du développement durable dans leur reporting en développant les actions de mécénat, de politique sociale ou de citoyenneté pratiquées depuis longtemps. Des développements importants ont eu lieu depuis 2005 sous l'impulsion de l'État ou de démarches volontaires.
- Le financement de l'environnement, longtemps cantonné à des initiatives volontaires (livret vert de la Banque Populaire, par exemple), s'est structuré en France depuis la création par l'État du livret de développement durable. Une fraction des sommes collectées sur ce livret doit être utilisée par les banques pour financer des rénovations immobilières écologiques des particuliers. À cela s'ajoute la création de prêts écologiques bonifiés par les Régions depuis 2004. Ces dispositifs devraient être renforcés par les travaux du Grenelle.
  - La dimension sociale, composante importante des banques coopératives, s'est diluée avec la banalisation de leur activité. Elle renait aujourd'hui du fait de la hausse de la précarité et de formes nouvelles d'exclusion bancaire. Ceci se traduit par un soutien au développement du micro-crédit par des opérations de refinancement, du mécénat de compétence pour aider des exclus bancaires à réussir leur projet professionnel. Instauré en France en août 2006, le livret de codéveloppement doit faciliter les investissements productifs dans les pays du Sud.
  - Les marchés comme le « marché carbone » ou les certificats d'économie d'énergie pour les fournisseurs d'énergie se sont multipliés en France. Ces initiatives tendent à intégrer l'environnement dans les projets grâce à la valeur financière donnée par les marchés. Depuis 2008, la Caisse des dépôts a aussi lancé un fonds de compensation pour la biodiversité.

# DEUX AVANCÉES DANS LE SECTEUR BANCAIRE

## Les principes de l'Équateur

- En signant, de manière volontaire, les principes de l'Équateur, une banque s'engage à prendre en compte des critères sociaux et environnementaux dans le choix des projets de plus de 50 millions de dollars qu'elle finance. Selon des critères directement inspirés des principes utilisés par la Société financière internationale, filiale de la Banque mondiale chargée de soutenir des initiatives privées de développement, les projets peuvent être classés suivant trois niveaux en fonction de leurs impacts environnementaux et sociaux et de leur degré de réversibilité. Les organismes financeurs ne relient que ceux atteignant les deux premiers niveaux. Les projets concernés sont avant tout de grands projets d'infrastructures, comme les barrages, les pipelines ou les routes. Lancée en juin 2003, cette initiative regroupait trente-deux institutions à la mi-2005. Parmi les banques françaises, le groupe Crédit Agricole et Dexia sont signataires des principes de l'Équateur.
- Si ces principes sont relativement précis dans leur formulation, leur signature n'impose en revanche aucun système d'évaluation faisant intervenir un tiers ou une certification. Ils fournissent cependant une base de référence pour les ONG qui ont décidé de faire pression sur les grands établissements financiers, comme Friends of the Earth (campagne contre Morgan Stanley en 2002 et 2003) ou Rainforest Action (campagne contre Citigroup et Bank of America en 2004).
- Bank Track est un réseau de quatorze ONG créé en 2003 afin de surveiller l'impact du secteur du financement de projet sur les populations et l'environnement. L'ONG s'est spécialisée dans la dénonciation de banques signataires des principes de l'Équateur qui participent

au financement de projets controversés en raison de leurs conséquences sur les populations locales et l'environnement.

## Triodos : la banque du développement durable

- Créée en 1980 à Amsterdam, la banque Triodos est issue d'une fondation dont la vocation originelle était d'assurer un rôle d'intermédiaire pour des dons destinés à des entreprises innovantes au plan social.
- Cette banque s'est illustrée aux Pays-Bas par de nombreuses innovations : financement des premiers parcs éoliens dès 1998 ; lancement en 1990 du Triodos Biogroenl, premier fonds vert ; création en 2001 du premier fonds de capital développement socialement responsable et, en 2004, du premier fonds de placement immobilier uniquement présent sur des immeubles durables.
- Certifiée ISO 14001 pour l'ensemble des ses succursales, la banque Triodos applique des critères de responsabilité sociale et environnementale à l'ensemble de ses produits. Pour toucher ses 80 000 clients particuliers, elle ne dispose d'aucun réseau propre, mais distribue ses produits grâce à des accords de partenariat avec des banques commerciales.
- Avec une taille de bilan de 1,025 milliards d'euros fin 2004, Triodos reste une banque de taille extrêmement modeste à l'échelle européenne. Elle pratique cependant une gamme assez complète d'activités financières et est parvenue, grâce à un bon niveau de rentabilité, à pénétrer dans trois autres pays européens, avec l'ouverture de succursales en Belgique (1993), au Royaume-Uni (1995) et en Espagne (2004). Ceci en fait la seule banque pan-européenne totalement tournée vers le financement du développement durable.

## POUR EN SAVOIR PLUS

Christian de Perthuis et Jean-Pierre Petit, *La Finance autrement*, Dalloz, 2005.